



la géographie est

L'Afrique subsaharienne est sans doute le champ d'études d'une des phalanges de géographes les plus dynamiques sur le plan intellectuel, une des plus passionnées par un «terrain» dont elle a une connaissance profondément vécue. Mais à quoi cela sert-il ? Ces chercheurs sont tout, sauf indifférents aux problèmes de l'heure, mais ils semblent laissés sur la touche. Par fonction, ils sont dans leur quasi totalité des universitaires ou des spécialistes de la recherche «fondamentale» : on en compte à peine une poignée (qui va diminuant) dans les bureaux d'études ou les services ministériels. Consulte-t-on du moins les spécialistes ? Ce n'est pas rare, mais ce n'est presque jamais ès qualités : on voit seulement dans le géographe quelqu'un qui connaît concrètement et précisément les réalités locales, sait apporter à l'occasion des réponses relativement simples et claires aux questions qu'on lui pose. Mais on lui demande des faits, rien de plus, et surtout pas de conduire un raisonnement

géographique ; et si quelque convention lui confie une enquête, elle est sans statut scientifique précis, et généralement baptisée «socio-économique». Au mieux, on tolère le géographe, mais on ignore la géographie, et ce qu'on peut en attendre de plus spécifique.

pour une pédagogie du sentiment géographique

Situation banale, à vrai dire : simple reproduction, en un sens, d'un état de fait courant en France où l'on connaît l'urbaniste, l'aménageur, l'écologue ou le cartographe, mais pas le géographe. G. Sautter parle de cette situation, avec une juste vigueur, dans ce même numéro. Mais situation paradoxale aussi, à mon sens, s'agissant de l'Afrique, car la science géographique, jusque dans ses formes les plus élémentaires ou les



utile

plus classiques, me paraît particulièrement pertinente dans le contexte de sous-développement que connaît encore le continent. Ne serait-ce pas — et je rejoins ici encore G. Sautter — que, dans un certain contexte idéologique, ou plus simplement technocratique, la géographie peut paraître une gêneuse, rejetée à la faveur d'arguments plus ou moins spécieux ? Il convient que les géographes ne laissent pas prise à ces attaques, mais qu'ils maintiennent fermement ce que leurs positions ont de solide. Un jour ou l'autre, j'en suis convaincu, on ne se bornera pas à les faire parler : on commencera de les écouter.

«Qu'est-ce que la géographie ?» Avec une constance peu commune, la question est si souvent posée au géographe que lui-même ne cesse plus de s'en inquiéter, à tel point que, s'il ne faisait dans sa pratique l'expérience de la géographie, il en viendrait à douter de son existence, comme il s'inquiète, en tout cas, de son es-

sence. Pour le grand public, quand elle n'est pas un fastidieux inventaire de fleuves ou de circonscriptions administratives, ou ne prend pas les dehors plus avenants d'articles folkloriques richement illustrés, elle semble se résumer à la confection de cartes topographiques : le choix du vocable «Institut Géographique National» pour désigner un organisme essentiellement chargé de topographie n'a pas fini de brouiller les esprits.

D'où vient qu'une discipline enseignée dans les écoles et les lycées soit toujours à ce point méconnue, que son existence ne soit pas acceptée comme une évidence ? Il est des sciences dont l'objet paraît simple, même si leur mise en œuvre est complexe : chacun admettra que la géologie est la science des roches et des minéraux. D'autres disciplines concernent un faisceau d'objets ou de sujets autrement complexe. C'est le cas de l'histoire ; nul pourtant ne lui conteste l'existence et l'historien «fait» de l'histoire sans complexe, laissant au philosophe le soin de la définir. La situation de la géographie n'est pas, a priori, plus délicate : l'espace est, comme le temps, une dimension du vécu. Force est néanmoins de constater qu'il n'est pas perçu de façon aussi spécifique, et l'usage inconsidéré qu'on fait aujourd'hui du terme dans tous les milieux où l'on pense confirmerait sans doute mon propos. Peu ou prou, chacun a le sentiment de vivre dans une succession chronologique ; l'idéologie du progrès a banalisé les notions d'évolution, de changement, que la connaissance historique permet de mesurer. Mais, sans cultiver le paradoxe, on peut se demander si l'espace, pour la plupart, possède une quelconque réalité. Passons sur le plus abstrait, où se mesurent distances et surfaces : ces ordres de grandeur n'ont guère de sens, et je le regrette, que pour des professionnels, géographes, mais aussi stratèges ou hommes d'affaires. Mais l'espace concret de la vie de chacun ? Les lieux d'existence, saisis intuitivement plus qu'analysés, sont des faits acquis, perçus de façon utilitaire ou esthétique, dont on ne se soucie guère de connaître la genèse et l'évolution. On ne les relie pas, ou peu, entre eux ; on tend bien au contraire à les dissocier : l'espace de vie domestique est coupé de l'espace du travail, et l'espace des vacances est un lieu d'évasion. Articulation des espaces, emboîtement des échelles spatiales, soucis primordiaux du géographe, n'intéressent vraiment que ceux qui gèrent l'espace, c'est-à-dire ceux qui détiennent le pouvoir.

Trait culturel sans doute, qui tend à se généraliser. Car le degré de conscience géographique paraît très inégal selon les sociétés. Pour ma part, j'ai observé chez les Merina des Hautes Terres malgaches un sens exceptionnel de l'espace, manifesté tant par l'importance religieuse, sociale, politique, attribuée à la vue et aux orientations, que par le rapport étroit entre statut social et origine territoriale (1). Les Zandé du Soudan, tels que les décrit de Schlippé (2), ont un sens étonnant de l'analyse écologique, ou plus précisément des caractères

(1) J.P. RAISON : *Perception et réalisation de l'espace dans la société merina. Annales. Economies, Sociétés, Civilisations*, mai-juin 1977.

(2) P. DE SCHLIPPE : *Shifting cultivation in Africa. The Zande system of agriculture. Londres, Routledge and Kegan Paul, 1956.*

différentiels et de l'articulation des diverses facettes de leur espace. Mais, pour qui ne l'a pas reçu d'expérience, le sens de l'espace ne s'acquiert pas aisément : faute d'un fil d'Ariane aussi évident que la chronologie pour l'histoire, il ne peut guère être acquis que par la médiation de la carte, dont le moins qu'on puisse dire est que la lecture en est peu répandue : le simple repérage d'un itinéraire à partir d'une carte routière semble un exercice ésotérique, et que dire de la compréhension des formes du relief, ou, plus fondamentalement, de la capacité à mémoriser la position des lieux les uns par rapport aux autres ?

Cette maladresse quasi générale explique sans doute que les écrits des géographes paraissent souvent difficiles à lire, voire ennuyeux : par méthode, et non seulement par souci de rigueur, ils sont chargés de localisations qui ne parlent guère à l'esprit. Qui se soucierait de comprendre ce qu'il ne peut appréhender ? Faire de la géographie une science populaire, dont l'utilité est évidente, implique donc, à mon sens, une action pédagogique : apprendre à chacun à s'orienter, rendre l'espace perceptible tant sur le terrain que par une analyse cartographique élémentaire et une mémorisation des données de la carte. Moins fondamental, mais important aussi, me semble-t-il, est un plus grand effort pour rendre le langage géographique et cartographique moins abscons ; si toute science a légitimement besoin d'une terminologie propre, il me semble que la géographie actuelle, et ce d'autant plus qu'elle se veut novatrice, tend souvent vers l'ésotérisme. Voudrait-elle imiter certaine sociologie ? L'expérience n'est pas probante, et le rejet de telles « langues sacrées » me paraît aujourd'hui se dessiner.

variété des approches géographiques

Si la géographie devenait dès lors d'usage courant et conscient, sans doute sentirait-on moins le besoin de la définir... Je ne l'éprouve guère pour ma part, et si j'en trace ici quelques traits, c'est seulement dans la mesure où cela me paraît utile à la suite de mon propos. Moins qu'une esquisse de définition d'ailleurs, il s'agit plutôt de présenter ici, et dans un ordre très grossièrement chronologique, certaines des différentes facettes sous lesquelles a pu apparaître le travail géographique.

La géographie, peu à peu détachée du récit d'exploration ou de voyage, est d'abord inventaire de caractères localisés des paysages terrestres et de leurs combinaisons fonctionnelles. Elle définit ainsi peu à peu des unités homogènes, qui peuvent faire l'objet de classements typologiques et de comparaisons. Mais, plus encore, le géographe s'efforce de définir leurs relations et leurs combinaisons en ensembles plus vastes. A ce stade néanmoins, malgré un effort de rationalisation, parfois non dénué de naïveté ou de déterminisme simpliste, la discipline reste encore essentiellement descriptive et empirique, explicative sans doute, mais rétrospective plus que prospective.

Peut-on aller au delà et définir, sinon des lois générales d'utilisation et d'organisation de l'espace, du moins des modèles de fonctionnement peu à peu affinés ? Un ensemble de recherches qu'on a regroupé, de façon simplificatrice, sous le vocable de « nouvelle géographie », s'appuie notamment sur l'étude statisti-

que des combinaisons de faits dans l'espace, et, en géographie humaine, largement sur des concepts, des données, des principes de raisonnement issus de disciplines voisines telles que l'économie. Nul doute qu'il puisse y avoir là matière à de sérieuses avancées, mais force est de constater que la géographie en Afrique francophone n'y a guère participé et considère même ces tentatives avec quelque méfiance. Préjugé de littéraire ? Peut-être. Mais il faut aussi reconnaître que ce type d'écrit, dont la forme n'est guère attirante, décourage le profane sans séduire le praticien du développement.

Il y a plus, à mon sens, pour l'aire géographique qui nous intéresse. De telles procédures qui, en géographie humaine particulièrement, supposent abstraction, et reposent en fait sur l'adoption de concepts formulés pour d'autres sociétés (voire par la caste dominante de celles-ci) paraissent bien inadaptées aux réalités matérielles et idéologiques du continent africain. Ni fondamentalement science des lieux par eux-mêmes, ni simplement méthode d'analyse des formes de contrôle de l'espace, la géographie m'apparaît comme l'étude des sociétés humaines non dans le cadre abstrait de l'espace, mais dans la réalité concrète des lieux. Le domaine géographique n'est pas seulement l'espace pensé par le chercheur ou le technicien, il est le cadre de vie où sont à l'œuvre des hommes organisés en société, divisés en classes, qui ont de lui une conception, et plus encore un usage, spécifique, défini par leurs savoirs, leurs valeurs, et donc leur histoire, par les pressions internes et externes qu'ils subissent. L'organisation de cet espace traduit un état des rapports sociaux, parfois encore simple, dans le cas d'isolats relatifs, mais de plus en plus complexe, au fur et à mesure que se développent les interactions entre formations sociales et territoires qu'elles contrôlent.

Combinant ces diverses approches, la géographie est conduite à saisir les espaces à travers des prismes de plus en plus nombreux et complexes, sous des éclairages multipliés. Ce faisant, il est douteux qu'elle puisse parvenir à définir des lois d'évolution qui aient une portée générale. Je ne crois pas qu'elle soit pour autant ramenée à l'état de collection de situations particulières. Je pense au contraire qu'elle trouve là une nouvelle unité dynamique. Chaque étude géographique montre à l'œuvre, selon des modalités qui diffèrent suivant les lieux et suivant les échelles d'investigation, les rapports dialectiques de la nature et de la société, mais aussi, les interactions entre les facteurs naturels et les rapports différenciés avec l'espace des diverses forces et classes sociales. Sans pouvoir prédire l'avenir des territoires qu'elle considère, elle peut du moins discerner selon quelles lignes de force peuvent évoluer les formes de mise en valeur, en fonction de quelles potentialités, et sous quelles conditions techniques, économiques et politiques, ces évolutions peuvent être infléchies. Si, d'autre part, l'étude d'un fragment limité du globe ne peut apporter de réponses généralisables, elle fournit en tout cas non seulement des éléments de comparaison avec d'autres situations, mais aussi des méthodes de lecture de la réalité ; elle doit avant tout mettre ses lecteurs en état d'analyser à leur tour ce qu'ils voient, et c'est là à mon sens que réside sa fondamentale utilité.

richesse de la géographie du continent africain

A cette conception dynamique de la géographie comme science sociale greffée sur la nature, les recherches menées en Afrique francophone ont, me semble-t-il, apporté une importante contribution. Elles bénéficiaient d'un faisceau de circonstances favorables. Un terrain scientifiquement neuf, encore peu encombré d'héritages contestables et gênants ; une nature aussi bien typée que mal maîtrisée, dont les effets, sans être déterminants (la capacité des hommes à vivre nombreux sur des terroirs déshérités en fait foi) se font néanmoins vigoureusement sentir ; des sociétés dont l'«étrangeté» incite à la réflexion et à la mise en cause de schémas ethnocentriques ; des rapports sociaux et économiques de domination plus caricaturaux qu'ailleurs, plus ouvertement agissants sur la gestion de l'espace.

Si la relève nationale a été trop lentement préparée et reste encore incomplète, les chercheurs ont été relativement nombreux, et pour une part appréciable, grâce au Cnrs et surtout à l'Orstom, dégagés de toute autre obligation et dotés de moyens non négligeables. Sous l'impulsion de P. Gourou et de ses élèves, une école de pensée tropicaliste s'est tôt affirmée et a pu faire ses preuves scientifiques. Mais ces mérites seraient-ils gratuits ?

Utile, pourtant, la géographie l'est toujours en Afrique jusqu'à ses formes les plus élémentaires. Des textes ambitieux dans leurs vues théoriques ou leurs appareils statistiques ne doivent pas faire illusion : le continent reste très largement ignoré. Des faits aussi simples, aussi fondamentaux, que les effectifs de population, leur répartition, les densités qui en résultent, restent mal connus et encore plus méconnus ; une entreprise pourtant sérieusement montée comme l'«opération arachide» au Sénégal, a ainsi pu, dans ses objectifs et ses méthodes, faire au départ totalement l'impasse sur les variations régionales de pression sur la terre, pourtant déjà bien déterminées (3). Dans quel pays peut-on se flatter d'avoir une vue précise des superficies cultivées et des rendements ? Que sait-on bien souvent des flux d'échanges dits «traditionnels», qui échappent à une statistique inadaptée ? Connaissance sommaire, connaissance délocalisée surtout : les faits connus en principe sont mal situés et le recueil des données ne suit pas le rythme des évolutions. Le rassemblement de ces informations quasi brutes n'est certes pas l'apanage du seul géographe ; il n'est même pas toujours le plus apte à y procéder, et l'on pourrait citer, par exemple, maintes enquêtes de statistique agricole de haute qualité. Mais il est en fait souvent le plus soucieux de le faire avec le maximum de précision tant numérique que spatiale et de confronter entre elles les données rassemblées. Pour qui sait les lire, il est peu d'instruments aussi fondamentaux que des atlas nationaux ou régionaux, encore malheureusement trop rares (4).

(3) P. PELISSIER : *Réflexions sur une entreprise de développement par la vulgarisation agricole*, in *Etudes de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*, Paris, Mouton, 1972.

(4) Le meilleur exemple, au niveau national, est sans doute l'*Atlas de Côte d'Ivoire*, réalisé par l'Université d'Abidjan et l'Orstom. Le Cameroun bénéficie d'une série complète d'*Atlas Régionaux*.

De tels inventaires, menés systématiquement, révèlent l'extrême variété des situations locales et régionales. Ce souci du détail, des spécificités, souvent reproché au géographe, me paraît au contraire, s'il est intelligemment exploité, un apport fondamental. Lui seul permet, dans un champ complexe, de localiser et d'adapter judicieusement les tentatives de modernisation. Mais il y a plus, et sans doute plus efficace à terme. Parce qu'il lui revient de considérer aussi l'espace et son usage du point de vue des populations, le géographe est amené à formuler, en quelque sorte, des contre-propositions. Il révèle notamment la remarquable richesse des héritages technologiques africains en matière agricole : l'étude agronomique a confirmé l'étonnant apport que représentaient les parcs de **Faidherbia albida**, arbres fertilisants de l'Afrique soudanienne, dont P. Péliissier a le premier révélé la nature et l'extension (5). Nous n'avons pas fini de tirer les enseignements de l'analyse des types de champs, combinaisons d'associations de plantes et de façons culturales qui caractérisent l'Afrique bantoue, dont, à la suite de de Schlippé, G. Sautter et B. Guillot notamment (6) révèlent l'étonnante pertinence ; il a fallu le désastre de la sécheresse sahélienne pour que, après J. Gallais et H. Barral (7), soit parfois reconnue la rationalité technique de la mobilité pastorale...

Certes, il serait sot d'attribuer tous les mérites aux formes de mise en valeur dites «traditionnelles» : elles ont leurs limites technologiques, économiques et sociales, mais elles ont toujours leur raison d'être. Qui joue sa survie sur sa pratique du milieu est forcé à l'intelligence, fût-elle parfois timorée. A l'heure où l'écologie, disons le dialogue respectueux avec la nature, devient, au-delà de la mode, une nécessité, en réponse aux risques de détérioration irréversible et à des contraintes économiques de plus en plus pesantes, l'apport de la connaissance géographique à l'utilisation de l'espace devrait apparaître dans son importance réelle. Dans les pays africains aujourd'hui, le souci d'authenticité culturelle devrait s'étendre à la production, comme une réponse précieuse aux risques de paupérisation.

Mais pourquoi se cantonner au domaine de l'usage agricole du sol ? Les études urbaines nous révèlent aussi quel usage pertinent pourrait être fait des initiatives propres à la population citadine. Les écrits de M. Vernière (8), entre autres, montrent dans les quartiers spontanés, voués (dans la mesure des crédits disponibles !) à la destruction par la volonté de technocrates trop sûrs de leur fait, une capacité d'organisation de l'habitat, et plus globalement de la vie, qu'il serait judicieux et rentable d'utiliser en la canalisant. A propos de San Pedro, en Côte-d'Ivoire, Ph. Haeringer (9) montre combien il serait efficace, et raisonnable d'un

(5) P. PELISSIER : *Les paysans du Sénégal*. Fabrique, 1966.

(6) B. GUILLOT : *La Terre Enkou (Congo)*. Paris, Mouton, 1973.

(7) J. GALLAIS (éd) : *Stratégies pastorales et agricoles des Sahéliens durant la sécheresse (1969-1974)*. Ceged. Travaux de documentation de géographie tropicale 30. 1977.

(8) M. VERNIERE : *Volontarisme d'Etat et spontanéisme populaire dans l'humanisation du tiers monde*. Formation et évolution des banlieues dakaroises, Dagoudane-Pikine. Bibliothèque nationale, 1976.

point de vue écologique, d'utiliser, en rejoignant d'ailleurs ainsi l'urbanisme moderne, les réseaux piétonniers créés par les habitants en les complétant par un minimum de grands axes, plutôt que de vouloir à tout prix forcer la réalité dans le moule d'un carroyage monotone et inadapté.

la nostalgie n'est pas notre fait

Ces derniers exemples, touchant à un monde en pleine création, suffiraient à démentir l'accusation de passéisme nostalgique, souvent portée contre la géographie. Serait-elle plus justifiée à l'égard des spécialistes de géographie rurale ? Il est vrai que ceux-ci éprouvent à l'égard des vieux paysages humanisés une affection particulière, et qu'un bilan des études réalisées ferait apparaître une prédominance des régions, fortement peuplées de longue date, dont les paysages, construits dans leurs moindres détails, sont, pour tout dire, «œuvres de beauté» : «montagnes» du nord du Cameroun ou du pays dogon, pays bamiléké, Hautes Terres malgaches. Par contre, assurément, les situations banales, les pays sans «cachet», les terres neuves encore hirsutes n'ont longtemps guère attiré. Plus sensible et plus grave sans doute : les géographes français ont longtemps insuffisamment porté leur attention sur les entreprises de remodelage de l'espace par la technique moderne ; qu'on ne les y ait guère invités ne saurait constituer une excuse suffisante.

Mais l'intérêt pour ce qui, en apparence, est œuvre achevée n'est, à y regarder de près, que le légitime désir de préserver un précieux capital géographique, pour pouvoir le faire fructifier ! N'en prenons pour exemple que l'étude de J. Boutrais sur les montagnards du Cameroun septentrional (10), un travail qui, soulignons-le, était abordé dans une perspective pratique, puisqu'il s'agissait notamment de mesurer les effets de la descente des montagnards organisée par les autorités camerounaises. Or l'auteur a admirablement montré que la localisation des agriculteurs dans des montagnes apparemment déshéritées n'était pas une aberration historique due à la crainte des raids des Foulbé, mais relevait d'un choix écologique rationnel, puisque les sols et le climat de ces zones escarpées offraient, du moins dans l'état actuel des techniques, le plus souvent de meilleures perspectives que sur les glacis périphériques dont la valeur a été souvent exagérée ; si bien que le niveau de vie des montagnards, in situ, n'est pas sensiblement inférieur à celui des émigrés. Il a de surcroît su prouver qu'il n'existait pas, à l'égard de ces montagnes, de solution moyenne entre le maintien de fortes densités, seules garantes, pour l'heure, d'une conservation des sols, et un abandon total suivi de la ruine du potentiel écologique par une érosion qui se répercute ensuite sur les zones basses elles-mêmes. Il n'est point là question de tout laisser en place : la seule croissance naturelle des populations montagnardes oblige à organiser des migrations. Mais il faut bien,

compte tenu des moyens disponibles, conserver l'acquis et rechercher dans ce cadre les voies d'un progrès technique et économique. Peut-être ne s'agit-il pas d'un choix définitif : on pourra un jour trouver une autre utilisation aux montagnes, y freiner l'érosion sans trop de frais ; mais c'est véritablement un choix de politique, et qu'il s'accompagne d'un souci «esthétique», ou plutôt du désir de préserver une fraction du patrimoine africain, ne gâte rien, me semble-t-il !

les paysages, élément de l'histoire des peuples

La nostalgie nous menace, sans doute, mais en ce qu'elle est refus de trop fréquents gâchis. Mais je crois que ce risque d'inquiétude impuissante peut être aujourd'hui contrecarré, non seulement (cela est d'évidence) par une ferme volonté de dialogue avec les praticiens (11), mais, de façon apparemment paradoxale, par l'élargissement de notre perspective chronologique, qui se précise aujourd'hui. Une erreur commune, et pas seulement dans le grand public, a été de faire strictement de la géographie une science du présent, ce qui n'a pas été sans conséquences fâcheuses, lorsqu'on veut établir des diagnostics scientifiques sur une réalité fugace, mal appréhendée, et dont on ne détient, de surcroît, aucun levier de commande. Pourtant, le raisonnement géographique peut s'appliquer tout autant aux siècles passés qu'à notre époque, et seul le manque de documents limite la recherche dans ce domaine. Or, il est frappant de constater aujourd'hui qu'un nombre croissant de géographes éprouve le besoin, et, précisons, le besoin pratique, de ne plus se limiter à la prise d'instantanés.

Elargissement d'abord dans un temps court, mais qui n'est plus seulement celui d'une longue enquête. Les migrations kabyè, étudiées dans les années soixante (et déjà dans une perspective temporelle) par B. Lucien-Brun (12) sont reconsidérées presque vingt ans plus tard par A.M. Pillet-Schwartz. L'étude des migrations dans le centre sud du Cameroun, par A. Franqueville (13), doit beaucoup à des passages répétés à plus de dix ans d'intervalle. C'est sur un quart de siècle, en se fondant sur les travaux de G. Sautter, que J. Sénéchal peut analyser l'exode rural au Congo (14). Le principe, certes, n'est pas original ; la technique l'est davantage, où la précision du géographe dans les localisations et le recueil des données permet une comparaison véridique. Une telle démarche s'impose particulièrement dans le cas des entreprises de modernisation agricole où la vue instantanée ne peut être qu'injuste, qu'elle ratifie le projet en cours, ou qu'elle qualifie d'échec ce qui peut se révéler retard ; elle seule peut confirmer ce

(11) Le Colloque Cvrst - Orstom de Ouagadougou, en 1978, publié sous le titre : *Maîtrise de l'espace agraire et rationalité technique* (Orstom, 1979), a, je crois, bien montré qu'un vrai dialogue était possible entre chercheurs et techniciens.

(12) B. LUCIEN-BRUN : *La colonisation des terres neuves du Centre Togo par les Kabyé et les Losso*. Paris, Orstom, 1974.

(13) A. FRANQUEVILLE : *Deux cas d'évolution de la population rurale dans le sud du Cameroun*, in *Etudes Rurales*, n° 70, 1978.

(14) J. SENECHAL : *Note sur le dépeuplement des villages au Congo*, in *Maîtrise de l'espace agraire et rationalité technique*.

(9) Ph. HAERINGER : *San Pedro 1973, quatre années d'évolution*. Cahiers de l'Orstom, Série Sciences Humaines, X, 1973.

(10) J. BOUTRAIS : *La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (Monts Mandara)*. Paris, Orstom, 1973.

qui n'est pas encore beaucoup plus qu'une intuition : l'inévitable «dérive» de ces actions, en fonction des forces sociales à l'œuvre, des bagages techniques et des visées différentes des aménageurs et des «aménagés». C'est ce qui est effectué en Côte-d'Ivoire notamment, tant sur les périmètres agro-industriels du sud que dans la vallée du Bandama, en pays baoulé.

Mais l'élargissement chronologique peut être d'une autre ampleur, à l'échelle des siècles. Il est particulièrement notable dans les recherches des géographes de l'Orstom sur la répartition et la dynamique du peuplement en pays bissa et mossi (Haute-Volta), liées au programme de lutte contre l'onchocercose (15). Il m'a paru également indispensable pour discerner les conditions d'une amélioration de la mise en valeur sur les Hautes Terres malgaches et leur périphérie (16).

J'entends bien là venir une double critique. Quelle nouveauté, d'abord ? Histoire et géographie n'ont-elles pas toujours été deux disciplines sœurs, enseignées conjointement dans les écoles ? Vous vous réfugiez dans le giron d'une science plus en cours... Et ce retour au passé n'est-il pas une fuite devant les responsabilités d'aujourd'hui ?

Or, ce que nous apprend d'abord l'histoire, c'est le dynamisme constant et novateur des sociétés africaines. Celles-ci ne se sont pas, en règle générale, cantonnées dans un modèle d'utilisation et d'organisation de l'espace ; elles ne se sont pas même strictement vouées au perfectionnement progressif d'un système pour le conduire, à un moment donné, jusqu'à son point d'achèvement, qui est aussi moment de décadence et de rupture. A des degrés divers, fonction de leur dynamisme et des contraintes qu'elles subissaient, elles ont su faire des options à partir d'un bagage technique constamment enrichi (qu'on songe à leur capacité d'adoption des plantes d'origine étrangère), qui leur permet le plus souvent de choisir entre un système intensif nourricier et un système extensif rémunérateur, entre le repli sur un espace solidement gardé et l'expansion vers des terres nouvelles. Moins malaisée à appréhender que celles qui l'ont précédée, la phase coloniale, qui a pu sembler temps de passivité, de soumission à la contrainte et aux schèmes du colonisateur, apparaît aujourd'hui sous un jour nouveau, et nous révèle des populations qui, malgré l'apparente disproportion des forces, savent trouver leur propre réponse à la situation.

la géographie entre l'Etat et les citoyens

Dès lors, le risque de «nostalgie» me semble écarté : quand le paysage est vu comme un temps de l'histoire populaire, ce serait le trahir que de l'ériger en absolu. Les paysages, comme les hommes, meurent ; d'autres renaîtront. Mais dans quelles conditions ? Sera-ce par

(15) J.P. HERVOUET : *La mise en valeur des vallées des Voltas blanche et rouge : un accident historique*, in *Cahiers de l'Orstom, Série Sciences Humaines*, XV, 1978.

(16) J.P. RAISON : *Enracinement et mobilité. Les sociétés rurales sur les Hautes Terres centrales malgaches et leurs confins occidentaux*. Thèse à paraître à l'Orstom.

la table rase ? par l'imposition, du sommet, de nouvelles normes d'utilisation et d'organisation du territoire ? De toutes parts, cela semble être la tendance, indifférente, sur certains points du moins, aux idéologies officielles. Indépendamment des rapports sociaux — du moins le croit-on trop souvent, mais à mon sens bien à tort — les techniques de production, et donc d'occupation et d'aménagement de l'espace, tendent vers une uniformisation imposée de très haut, bien au-delà de l'Afrique, indifférente tant aux réalités physiques qu'aux formes du dialogue que les hommes entretiennent avec elles et, par là, entre eux-mêmes. On peut trouver au moins autant de points communs que de divergences entre les formes de regroupement villageois opérées dans des pays aussi différents que la Côte-d'Ivoire, la Tanzanie, le Mozambique, et leurs effets sur le milieu humanisé qui sont sans doute relativement similaires.

Or, c'est contre ce laminage de réalités, tant humaines qu'écologiques, qu'avec constance le géographe s'insurge. Non point seulement, quelle que soit l'importance du fait, parce que son mode de travail et la relative indifférence qu'on lui témoigne au sommet le rendent plus soucieux de la situation à la base, mais parce qu'il est dans la nature même de sa discipline de refuser une approche purement volontariste et autoritaire des réalités. G. Sautter ayant, en des termes éloquentes et passionnés, évoqué ce problème, je me sens dispensé d'y revenir trop longuement. Jamais le géographe n'a prétendu apporter à lui seul des solutions aux problèmes de modernisation de l'Afrique. Jamais non plus il n'a cru que la clé de ces problèmes résidait dans les seules capacités populaires, et pas plus à la campagne qu'en ville ; jamais, a fortiori, il ne plaidera pour un retour à l'âge d'or, purement mythique, de sociétés non touchées encore par une quelconque gangrène techniciste. Il sait quelle part doit revenir à l'Etat dans l'organisation du territoire, l'harmonisation des efforts de tous, la concentration de certains moyens sur des objectifs prioritaires. Mais il est intimement convaincu que rien de durable ne sera construit en Afrique sans qu'il soit fait appel non seulement au dynamisme et à l'enthousiasme des populations, données subjectives et facilement détournées, mais bien plus encore à leurs capacités en matière de production et d'organisation.

Parce qu'il est, par nature et par choix, situé dans une position charnière, scientifiquement entre la nature et les hommes qui la transforment, pratiquement aussi entre les citoyens et l'Etat, parce que bien souvent c'est pour les hommes qu'il plaide, contre des structures étouffantes, inadaptées, inefficaces, le géographe apparaît comme un gêneur. Il en est fier, mais pas au point de se contenter du rôle de Cassandre. En fait, le temps n'est peut-être plus si loin où sa voix, si elle sait s'exprimer clairement et vigoureusement, commencera d'être entendue : la crise économique et écologique actuelle et ses effets particulièrement profonds sur le continent imposeront, à mon sens, sous peu, des changements radicaux dans la politique spatiale. L'heure de la géographie pourrait alors sonner : puissions-nous la préparer avec autant de modestie que de résolution !

Jean-Pierre RAISON